

# CHIFFRE

NUR FÜR INTERNEN GEBRAUCH  
POUR USAGE INTERNE UNIQUEMENT

30. Dez. 1985 \* 11 10



dodis.ch/63597

bruxelles, 23.12.85

286hhhhh

au bi

copies :

- of aee/dfep
- ambassadeur levy
- service economique et financier, dfae

par courrier svp :

- ambassades de suisse a madrid et lisbonne
- delegation pres l'aele et le gatt, geneve

elargissement cee

- negociations protocole additionnel

suite telephones du 19.12.85 de l'ambassadeur jagmetti a l'ambassadeur levy et du 20.12 du soussigne a m. colombo, je vous resume ci-apres sur la base de mes notes l'essentiel de la seance de briefing multilateral qui a eu lieu le 19 decembre et au cours de laquelle giola (g), apres avoir donne informations sur la rencontre du 13 decembre au niveau ministeriel cee-usa (voir mon no 285), a commente l'etat de la situation en ce qui concerne negociations protocole additionnel apres le conseil affaires etrangeres du 16/17 decembre. j'y ajoute brefs commentaires suite a discussion que j'ai eue ulterieurement avec de lange (l).

1. pendant plus d'une heure, avec un art consommé, g s'efforça de montrer que les negociations ne sont plus bloquées, que la question du mandat était dépassée, qu'il fallait faire preuve de confiance, perseverance et imagination. il a longuement insisté sur le fait que par rapport a la situation anterieure au conseil des 16/17 decembre, les choses avaient change, la commission étant autorisée a s'ecarter du mandat d'octobre. il n'a cependant pas donne d'explications claires ni convaincantes sur ce que signifiait flexibilité dont disposait la commission. tout en se disant conscient des imperatifs du calendrier, g n'a donne aucune indication de temps sur les intentions de la commission, se bornant a dire qu'il faut travailler avec pragmatisme et utiliser désormais toutes les voies possibles - y compris celles 'souterraines et discretés'. il a parle aussi du 'travail de deminage' qui attend la commission. mots cles utilises par g : si l'on veut conclure a temps, il faut inventer

./.

original ging an : - integrationsbuero

kopien gingen an : - bawf

- schweiz. efta-del. genf (mit kurier)
- vertr. europarat strassburg "
- ambassises madrid und lissabon (mit kurier)
- delegation geneve " "

e. 1 1 5 1 7

24.12.85 14.00 -t- mk

Dodis



un 'window dressing' et 'sauver la face' pour les espagnols, tout en trouvant un équilibre qui tienne compte des intérêts essentiels des uns et des autres.

2. après avoir rappelé la position et le mandat initial de la commission, g a souligné que le problème qui s'était posé au conseil affaires étrangères était le suivant : comment éviter une discussion très difficile, qui aurait cristallisé les positions, et comment sauvegarder toutes les chances de négociations futures, ces chances impliquant que la commission puisse aller de l'avant, sans être liée à un mandat rigide. avec sagacité, le conseil avait renoncé à prendre une décision tout en accordant à la commission la souplesse nécessaire. c'était la première fois, dit g, que dans une négociation de cette importance le conseil laissait une aussi grande marge de manœuvre aux négociateurs. cela supposait des lors de tous une réelle disponibilité pour une méthode de négociation ad hoc qui permette à la commission de 'procéder en suivant une série d'approches successives' (sic). la difficulté de l'exercice serait, selon g, que jusqu'à la fin de la négociation, on ne saurait pas exactement à quoi s'en tenir, chacun conservant donc ses craintes,

3. au terme de ces considérations générales, g a insisté sur le fait que la position des pays de l'aele sur questions agricoles aurait une importance déterminante sur l'évolution de la position espagnole. 'je ne sais malheureusement pas, a-t-il dit, à quel prix l'Espagne cédera sur la question des droits zéro. je ne sais pas non plus ce que les états membres vont céder à l'Espagne dans ce domaine'. il a également mentionné, à propos du dossier agricole, que la commission elle-même n'a pas encore de position très claire.

4. du côté aele, présidence finlandaise (m. blomqvist) ainsi qu'ambassadeurs scheich et jagmetti se sont exprimés 'à une voix' et avec fermeté. ils ont notamment souligné l'absence de toute marge de flexibilité sur la question des droits zéro et le danger d'entretenir des illusions à ce sujet. ils ont répété qu'il ne s'agit pas d'une négociation de type classique où l'on cherche un compromis, mais d'une adaptation technique des accords existants. autrichiens et finlandais ont mis en évidence leur disponibilité pour donner prochainement des indications dans le secteur agricole. ambassadeur jagmetti a clairement indiqué qu'il n'y a pas de sens à un 3ème round en l'absence de véritables nouveaux éléments. il a également rappelé que la modification du mandat initialement proposée par la commission n'était pas à reprocher aux seuls espagnols, puisqu'elle avait été endossée par l'ensemble des états membres. se référant au 'stand still', il a souligné que les états aele avaient déjà montré leur bonne volonté en prolongeant le statu quo également dans le domaine des produits agricoles. enfin, à propos de l'imagination que g préconise, il s'est interrogé sur la possibilité éventuelle de conclure une sorte de 'consentat de désaccord' et de travailler à l'élaboration de mesures autonomes.

5. lors de la réunion interne qui a suivi le briefing de g, le front aele est resté très ferme en ce qui concerne l'appréciation sur le blocage de la négociation relative volet industriel. 'j'ai eu l'impression que, du côté finlandais et autrichien, on souhaitait davantage 'prendre des initiatives', faire la preuve de sa disponibilité et bonne volonté, notamment pour faire avancer discussions bilatérales agricoles sur le plan technique.

6. ultérieurement, lors d'un cocktail, l m'a fait part de l'espoir de la dg 1 que la visite de clercq soit l'occasion de faire avancer les choses. a son avis, si nous sommes prêts a maintenir certaines concessions agricoles dans les secteurs qui intéressent le plus les espagnols et si nous le faisons plus ou moins clairement savoir, ceux-ci n'insisteront plus sur la question des droits zero et nous pourrions en meme temps regler la question du fromage pour la periode transitoire. il s'agirait, dit-il en substance, surtout de mettre en evidence ce que de toute facon nous serions prêts a accorder. l suggere que s'il se confirme que g accompagne de clercq, il puisse avoir discussions informelles avec ambassadeur levy.

je vous fais part de l'opinion de l en etant conscient que celui-ci, de nature plus optimiste que kawan et plus simplificateur que g, a souvent tendance a prendre un peu trop facilement ses desirs pour realites. cela dit, il me parait important d'examiner les demandes espagnoles telles qu'elles ont ete presentees par m. marinucci a m. besson (voir ma lettre du 19.12) et d'etre en mesure de donner nos premieres reactions les 8 et 9 janvier 1986. vous recevrez prochainement par telefax la confirmation desdites demandes de la communaute que la dg vi devrait me transmettre officiellement apres approbation par le comite 113.

7. a toutes fins utiles, je vous signale que m. derobert, du vorort, m'a demande quelles etaient les reactions de la commission au document que nous avons remis concernant questions textiles. vorort aimerait organiser des la reprise de janvier une seance avec l'industrie pour analyser position de la commission. j'ai informe mon interlocuteur de l'etat des negociations en general ainsi que, sans entrer dans le detail, de l'insuffisance des reactions des services de la commission. j'ai emis a titre personnel quelques doutes sur l'utilite d'avoir reunion trop vite. derobert a naturellement souligne l'importance de maintenir pression sur la commission dans ce dossier.  
mayor.

suissemis